

Demande d'examen au cas par cas

Note de synthèse

Annexe 8.2 au cerfa n°14734*03



Rédacteurs




Objet	Société	Nom	Date	Visa
Rédaction		C.JACQUINET	05/10/2022	
Approbation		A.PIOMBO	06/10/2022	Cf. cerfa 14734*03

Table des matières

I. Objet	5
II. Présentation de l'établissement	5
II1. Renseignements administratifs	5
III. Site d'implantation	6
III1. Localisation.....	6
III1.1. Situation géographique	6
III1.2. Emprise foncière	6
III2. Conformité au plan d'urbanisme.....	7
III3. Affectation des constructions et terrains avoisinants.....	7
IV. Aménagements du site.....	8
V. Réglementation applicable.....	11
V1. Rubriques de la nomenclature des installations classées.....	11
V2. Listes des textes applicables.....	14
V3. Demande d'aménagement.....	15
V4. Garanties financières	15
VI. sensibilité environnementale de la zone d'implantation	16
VI1. Inventaire	16
VI1.1. Eau/Nature et biodiversité/Site et paysage.....	16
VI1.2. Plans de Prévention des risques.....	18
VI1.3. Sites et sols pollués	19
VII. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet	19
VII1. Ressources	19
VII1.1. Prélèvement en eau.....	19
VII1.2. Matériaux	19
VII2. Milieu naturel	19
VII3. Risques.....	19
VII3.1. Risques technologiques	19
VII3.2. Risques naturels	20
VII3.3. Risque sanitaire	20
VII4. Nuisances	20
VII4.1. Déplacements/trafics.....	20
VII4.2. Bruit	20
VII4.3. Vibrations	21
VII4.4. Émissions lumineuses	21
VII5. Emissions.....	21
VII5.1. Rejets dans l'air	21
VII5.2. Rejets liquides	22
VII5.3. Autres effluents.....	22
VII5.4. Déchets	22
VII6. Patrimoine/cadre de vie/Population.....	22

VIII. Conclusion.....	23
-----------------------	----

Index

FIGURES

Figure 1 : Localisation (extrait Géoportail).....	6
Figure 2 : Extrait du plan cadastral de la commune de Port-de-Bouc.....	6
Figure 3 : Extrait du zonage PLU de Port-de-Bouc.....	7
Figure 4 : Affectation des constructions et terrains avoisinants	7
Figure 5 : Aménagement projeté du site.....	8
Figure 6 : Périmètre d'étude du PPRT de LAVERA	18
Figure 7 : Cartographie PPRN « retrait-gonflement des argiles » de Port-de-Bouc	18

TABLEAUX

Tableau 1 : Renseignements administratifs	5
Tableau 2 : Classement ICPE actuel.....	11
Tableau 3 : Classement ICPE projeté	12
Tableau 4 : zones de protection contractuelles et réglementaires	17
Tableau 5 : Émergences réglementaires	21

ANNEXES

Annexe 1 : Modélisation FLUMILOG.....	9
Annexe 2 : Récolement de l'arrêté du 6 juin 2018.....	15
Annexe 3 : Proposition de calcul du montant des garanties financières.....	15
Annexe 4 : Rapports d'analyse « eaux ».....	22

I. OBJET

La société PIOMBO RECYCLAGE exploite une installation de transit et traitement de déchets de métaux sur le territoire de la commune de Port-de-Bouc. Pour ces activités, l'entreprise a été autorisée par arrêté préfectoral n°2007-182A du 12 janvier 2009 modifié en dernier lieu par l'arrêté n°2013-460PC du 8 janvier 2014.

L'établissement dispose également de l'agrément « centre VHU » n°PR 13 00027 D initialement délivré par l'arrêté du 8 janvier 2014 précité.

Dans le cadre de son développement l'exploitant souhaite étendre son activité VHU :

- ✓ Aux bateaux de plaisance ou de sport ;
- ✓ A tous les moyens de transport non terrestres ;

et ainsi rentrer dans le régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2712-3a et 2712-3b de la nomenclature des installations classées et dans le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2712-2.

Conformément à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, cette évolution est soumise à examen au cas par cas afin de déterminer la nécessité ou non d'une évaluation environnementale.

Les principaux enjeux environnementaux identifiés à ce stade sont recensés dans le document cerfa 14734*03 dont le présent document constitue une annexe.

II. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La société PIOMBO RECYCLAGE exerce des activités de transit, regroupement et tri de déchets de métaux sur son site de Port-de-Bouc depuis 2002. Elle exerce également des activités d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules terrestres hors d'usage sous couvert de l'agrément PR 1300027D.

II.1. Renseignements administratifs

Les renseignements administratifs concernant l'installation sont présentés ci-après.

Raison sociale :	PIOMBO RECYCLAGE
Forme juridique :	Société à responsabilité limitée (SARL)
N° d'immatriculation :	400 070 058 RCS Aix en Provence
Code APE :	3832Z
Adresse siège social :	Z.I. La Grand Colle Avenue Marius Peyre 13110 Port-de-Bouc
Localisation de l'installation :	Idem
Département d'implantation :	Bouches du Rhône (13)
Activités principales :	Négociant en fer et métaux/transport de déchets/gestion globale des déchets/location de bennes

Tableau 1 : Renseignements administratifs

III. SITE D'IMPLANTATION

III1. Localisation

III1.1. Situation géographique

Le site est implanté sur la commune de Port-de-Bouc (13110) en bordure de l'avenue Marius Peyre, sur un terrain localisé ci-dessous.

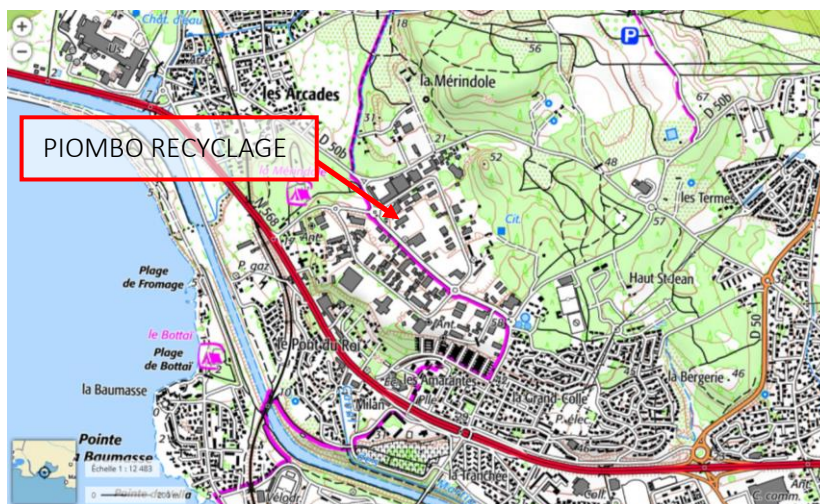


Figure 1 : Localisation (extrait Géoportail)

III1.2. Emprise foncière

L'établissement occupe les parcelles 30, 37 et 38 de la section AR du cadastre de Port-de-Bouc.

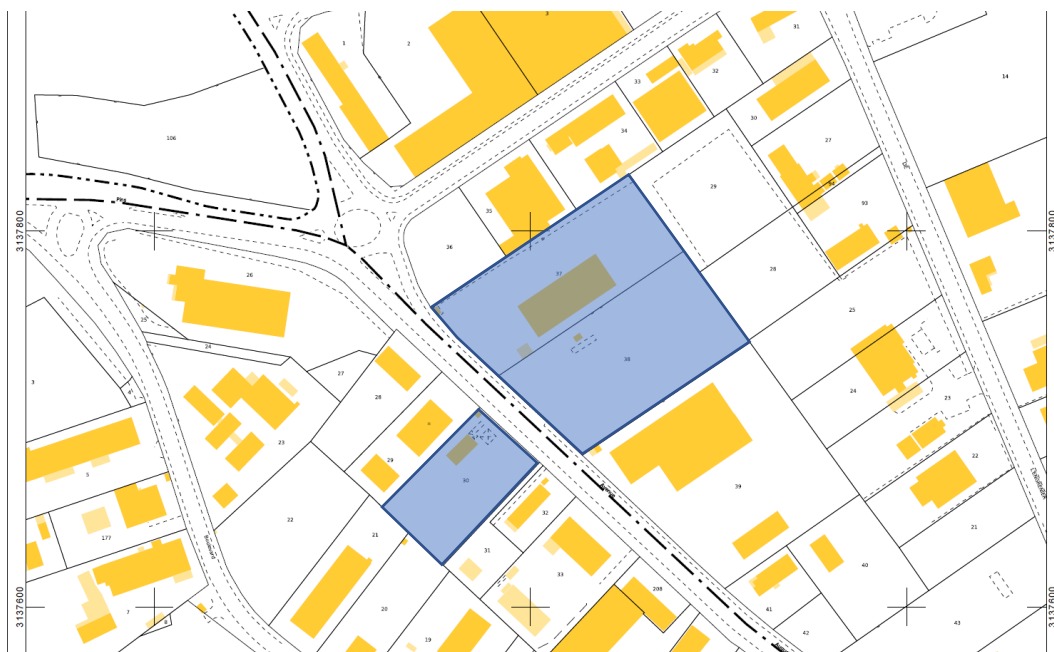


Figure 2 : Extrait du plan cadastral de la commune de Port-de-Bouc

III2. Conformité au plan d'urbanisme

L'établissement est situé en zone UE1 du PLU de la commune de Port-de-Bouc.

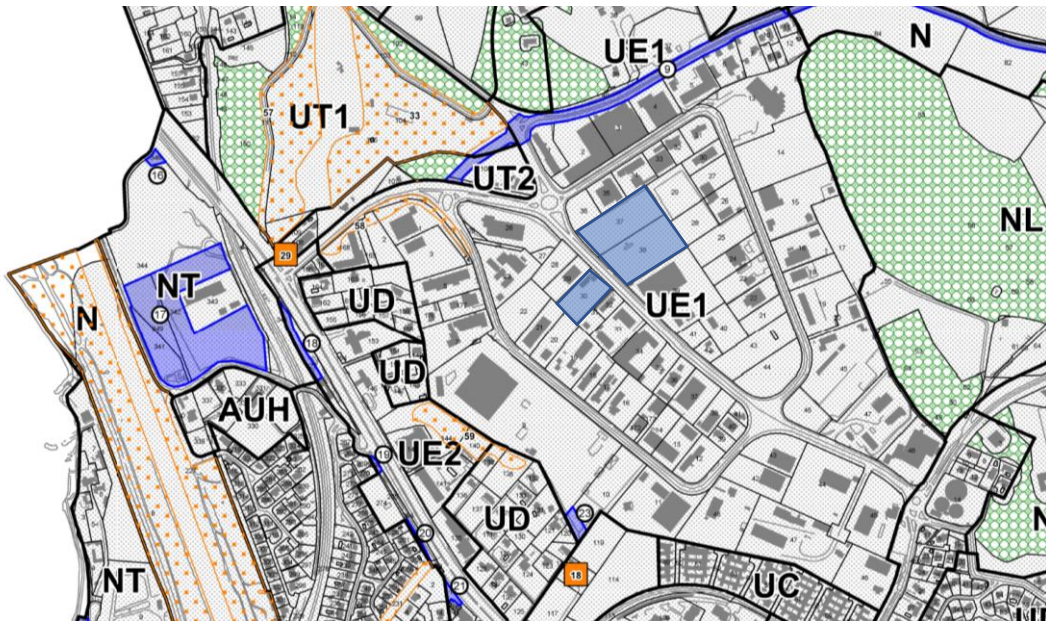


Figure 3 : Extrait du zonage PLU de Port-de-Bouc

Ce secteur est dédié à la zone industrielle de la Grand Colle affectée aux activités industrielles et artisanales.

Les installations classées n'y sont pas interdites.

III3. Affectation des constructions et terrains avoisinants

La figure ci-dessous montre l'affectation des terrains avoisinants (photo Géoportail de 2020 en paysage lointain demandée par l'annexe 8.1 du cerfa 14734*03).

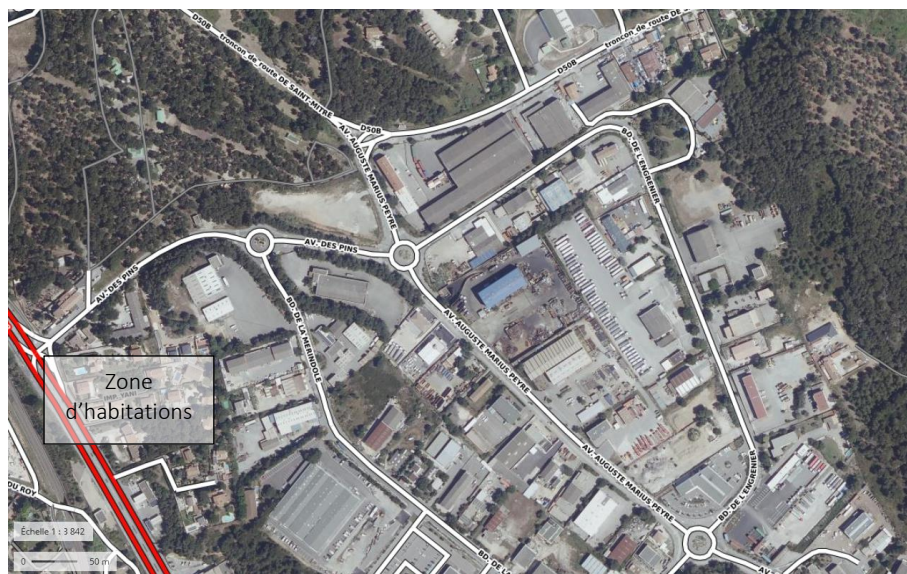


Figure 4 : Affectation des constructions et terrains avoisinants

Le site implanté au cœur de la zone industrielle est entièrement bordé par des établissements industriels et par l'avenue Marius Peyre.

IV. AMÉNAGEMENTS DU SITE

IV1. Organisation générale

La figure ci-après présente l'établissement dans sa configuration projetée.

Les activités dédiées aux VHU de type « bateau » (et autres moyens de transport non terrestre) seront réalisées sous l'auvent existant implanté en partie Nord-Est de l'établissement.

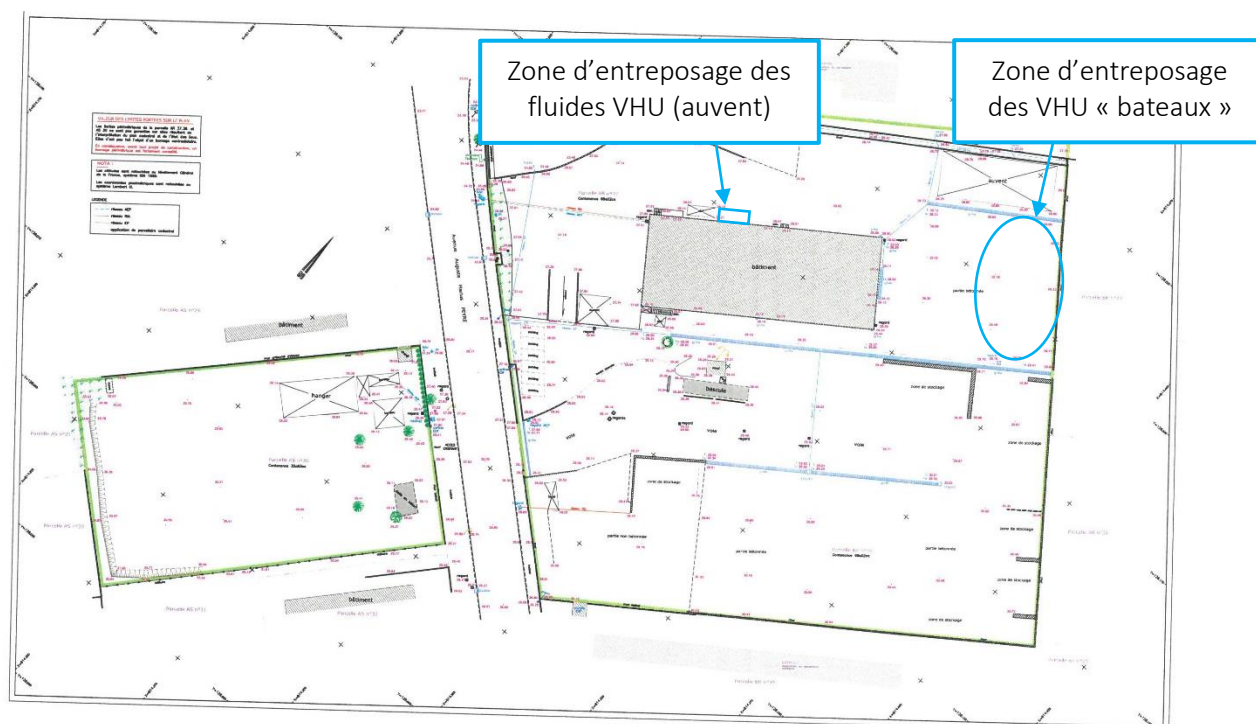


Figure 5 : Aménagement projeté du site

L'accès à l'établissement PIOMBO RECYCLAGE se fait depuis l'avenue Marius Peyre par un portail unique



Figure 6 : Établissement PIOMBO RECYCLAGE (photo en champ proche du 7 septembre 2022)

L'activité « VHU Bateaux » (et autres moyens de transport non terrestre) s'inscrira dans la logique actuelle de fonctionnement de l'établissement à savoir :

- ✓ Réception/pesage sur pont bascule ;
- ✓ Déchargement sur l'aire d'entreposage affectée aux VHU « bateaux » ;

- ✓ Dépollution ;
- ✓ Démontage et récupération des métaux valorisables ;
- ✓ Cisaillage/pressage.

L'aire d'entreposage utilisée pour l'activité VHU « bateaux » (et autres moyens de transport non terrestre) d'une surface d'environ 300 m² (20 m x 15 m) sera positionnée en bordure nord-Est de l'établissement (Cf. figure ci-dessous).



Figure 7 : Aire projetée d'entreposage des bateaux

Conformément à l'article 26 de l'arrêté du 6 juin 2018, la dépollution comprendra si nécessaire toutes les opérations suivantes :

- ✓ Retrait des huiles moteur, des huiles de transmission, des liquides antigels, des liquides de freins, des additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide. Ces fluides seront stockés sous auvent avec les liquides extraits des VHU terrestres.
- ✓ Vidange des gaz du circuit d'air conditionné et des fluides frigorigènes. L'établissement dispose d'une attestation de capacité pour la récupération des fluides frigorigènes.
- ✓ Retrait ou neutralisation des composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les signaux de détresse ou les prétensionneurs pyrotechniques ;
- ✓ Retrait des éléments filtrants contenant des fluides ;
- ✓ Retrait des pièces contenant des métaux lourds (filtres à particules, masses d'équilibrage, convertisseurs catalytiques, commutateurs au mercure et batteries) ;
- ✓ Enlèvement des pots de peinture et solvants.

Tous les déchets dangereux retirés des bateaux seront stockés sous abri dans des conditions similaires à celles valant pour les déchets issus des véhicules terrestres.

IV2. Implantation

L'aire d'entreposage n'est pas distante de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement. Elle est accolée à une paroi écran d'une hauteur de 6m elle-même distante de 5 m de la limite de propriété.

La modélisation FLUMILOG jointe en annexe atteste du maintien des effets thermiques létaux associés à l'incendie de l'aire d'entreposage à l'intérieur du site.

Annexe 1 : Modélisation FLUMILOG

IV3. Voies engins

L'établissement dispose d'une voie de circulation pouvant faire office de voie engin. Chaque point de l'établissement (et en particulier l'aire d'entreposage « bateaux ») est distant de moins de 60 m de cette voie.

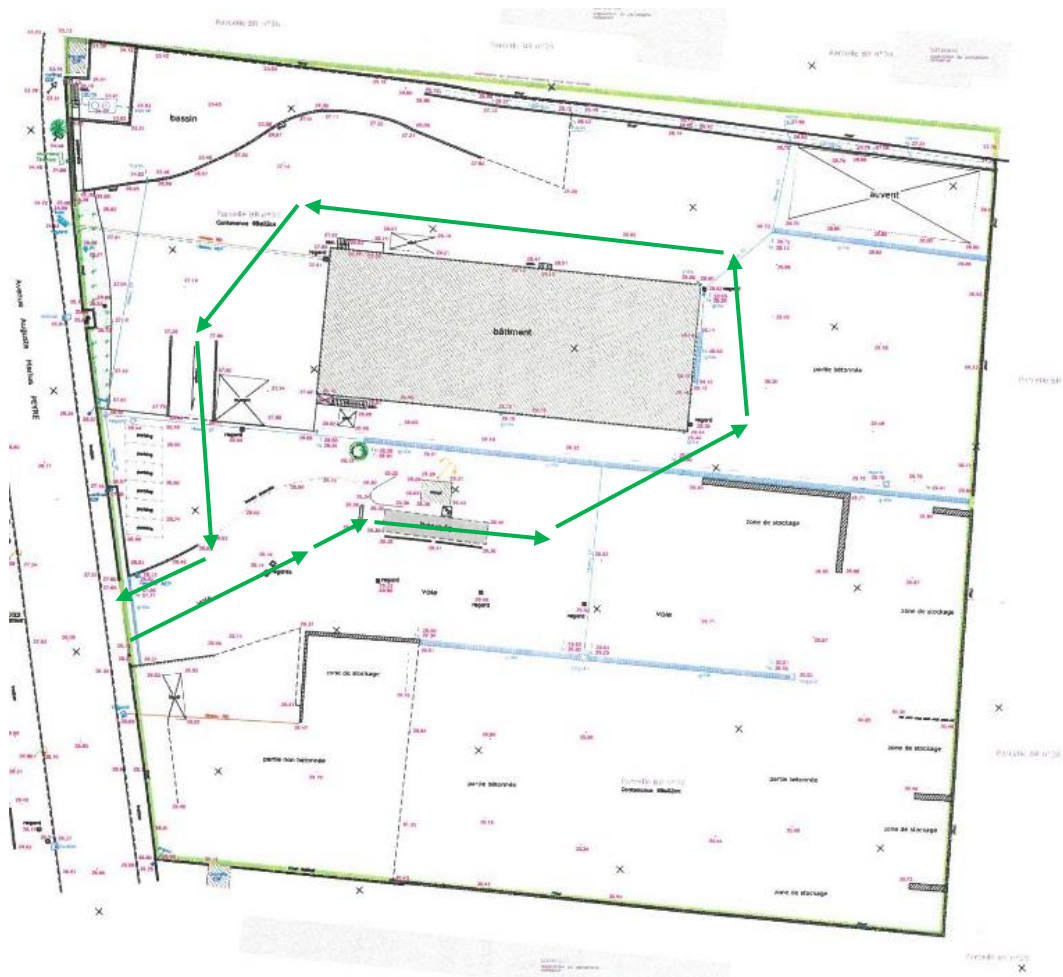


Figure 8 : Voie « engins »

Le voie engins respecte les règles de dimensionnement et de résistance définie par l'article 8 de l'arrêté du 6 juin 2018.

V. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

V1. Rubriques de la nomenclature des installations classées

Par arrêté n°2013-460PC du 8 janvier 2014, le préfet des Bouches du Rhône a actualisé le classement de l'établissement au titre de la nomenclature sur les installations classées telle que modifiée par le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012. Ce classement est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Classement ICPE actuel

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime ⁽¹⁾	Capacité
2710-1a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	A	10 tonnes
2710-2a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m ³	A	1000 m ³
2711-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000m ³	DC	450 m ³
2712-1b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ² .	A	800 m ²
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	A	14000 m ²
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	D	450 m ³

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime ⁽¹⁾	Capacité
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1310, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719, 2792. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	A	15 tonnes
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	A	49 tonnes/jour
(1) : A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; C : contrôle ; NC : non classé			

En outre par arrêté du 18 mai 2015 PIOMBO RECYCLAGE a également obtenu la prolongation de son agrément « centre VHU » n°PR1300027D. Cet agrément initialement octroyé pour 6 ans est désormais valide pour une durée indéterminée.

Dans le cadre de la présente demande de cas par cas PIOMBO RECYCLAGE souhaite étendre ses activités VHU aux moyens de transport non terrestres et ainsi relever du régime de l'enregistrement pour les rubriques 2712-3a et 2712-3b et du régime de l'autorisation pour la rubrique 2712-2.

Compte-tenu de l'évolution de la nomenclature telle que modifiée en dernier lieu par le décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021, le classement de l'établissement au titre de la nomenclature sur les installations classées serait alors le suivant :

Tableau 3 : Classement ICPE projeté

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime ⁽¹⁾	Capacité
2710-1a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	A	10 tonnes
2710-2a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³	E	1000 m ³
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	DC	500 m ³

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime ⁽¹⁾	Capacité
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	E	800 m ²
2712-2	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas d'autres moyens de transport hors d'usage autres que ceux visés au 2712-1 et 2712-3 la surface de l'installation étant supérieure à 50 m ²	A	300 m ²
2712-3a	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement : Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m ²	E	300 m ²
2712-3b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement : Pour la dépollution, le démontage ou la découpe	E	Aire de dépollution : 300 m ²
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	E	14 000 m ²
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	A	15 tonnes

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime ⁽¹⁾	Capacité
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	A	49 tonnes/jour
(1) : A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; C : contrôle ; NC : non classé			

Les activités projetées ne relèvent d'aucune des rubriques 3xxx introduite par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 susvisé.

Dans ces conditions, l'établissement n'entrera pas dans le champ d'application de la section 8 du chapitre V du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement et les dispositions de l'article R.515-59 dudit code ne s'appliquent pas.

V2. Listes des textes applicables

Les installations classées pour la protection de l'environnement sont soumises aux dispositions du code de l'environnement et notamment celles du Livre I et du Livre V - titre I (installations classées pour la protection de l'environnement) et titre IV (déchets).

En outre, l'exploitation de l'établissement relèvera des dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales suivants :

- Arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et modifiant l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution,

démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Avec la mise en œuvre du projet, l'établissement entrera dans le champ de l'arrêté du 6 juin 2018 susvisé applicable aux rubriques 2712-3a et 2712-3b.

Afin de présenter les conditions d'application de cet arrêté par PIOMBO RECYCLAGE, une grille de récolement des dispositions applicables est jointe en annexe.

Annexe 2 : Récolement de l'arrêté du 6 juin 2018

V3. Demande d'aménagement

Il n'est pas demandé d'aménagement aux dispositions de l'arrêté du 6 juin 2018 (application de l'article R.512-46-5 du code de l'environnement).

V4. Garanties financières

Avec la mise en œuvre du projet, les activités VHU qui relèvent des rubriques 2712 seront exercées sur une surface inférieure à 10 000 m². Les activités VHU n'entreront donc pas dans le champ d'application de l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

L'établissement PIOMBO RECYCLAGE restera soumis à constitution de garanties financières au titre des rubriques 2713, 2718 et 2791 de la nomenclature sur les installations classées.

Les déchets de métaux ont une valeur positive.

Une proposition de calcul de montant de garantie est présentée en annexe.

Annexe 3 : Proposition de calcul du montant des garanties financières

Le calcul du montant des garanties financières conduit à une valeur inférieure à 100 000€. En application de l'article R.516-1 du code de l'environnement, ces garanties n'ont pas à être constituées.

VI. SENSIBILITÉ ENVIRONNEMENTALE DE LA ZONE D'IMPLANTATION

VI1. Inventaire

VI1.1. Eau/Nature et biodiversité/Site et paysage

Les zones de protection contractuelles et réglementaires de la commune de Marignane sont présentées ci-dessous.

Protection réglementaire	Inventaire	Distance au site	Cartographie
ZNIEFF de type I ou II	Étangs de Lavalduc, d'Engrenier, de Citis et du Pourrasalins de Rassuen	~ 0,9 km	
Arrêtés préfectoraux de protection de biotopes	S.O.	S.O.	S.O.
Parc national	S.O.	S.O.	S.O.
Parc naturel marin	S.O.	S.O.	S.O.
Réserve naturelle nationale	S.O.	S.O.	S.O.
Réserve naturelle régionale	Pourra – Domaine du Ranquet		

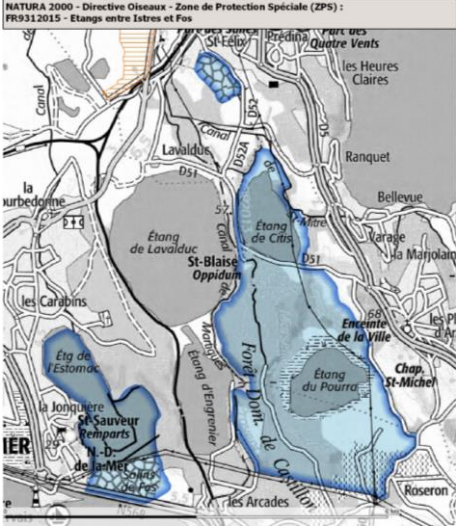
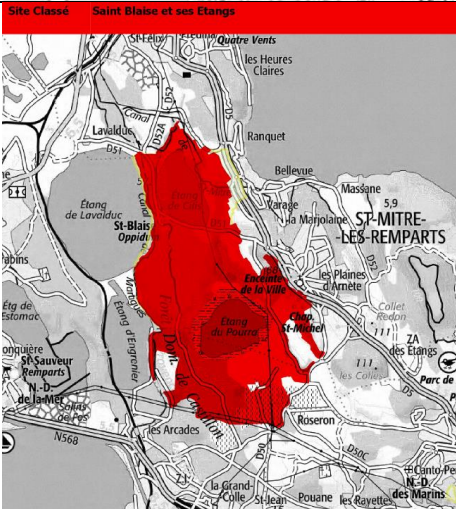
Protection réglementaire	Inventaire	Distance au site	Cartographie
Zone de conservation halieutique	S.O.	S.O.	S.O.
Parc naturel régional	S.O.	S.O.	S.O.
Zones humides délimitée	S.O.	S.O.	S.O.
Zone de répartition des eaux	S.O.	S.O.	S.O.
Périmètre de protection rapprochée d'un captage destiné à la consommation humaine	S.O.	S.O.	S.O.
Périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau minérale naturelle	S.O.	S.O.	S.O.
NATURA 2000	Etangs entre Istres et Fos (FR9312015)	~ 1,1 km	
Sites classés	Saint Blaise et ses Etangs	~ 1 km	
Sites inscrits	S.O.	S.O.	S.O.
Bien inscrit au patrimoine mondial	S.O.	S.O.	S.O.

Tableau 4 : zones de protection contractuelles et réglementaires

VI1.2.Plans de Prévention des risques

VI1.2.1. PPRT

La commune de Port-de-Bouc est concernée par le plan de prévention des risques technologiques du complexe de LAVERA.

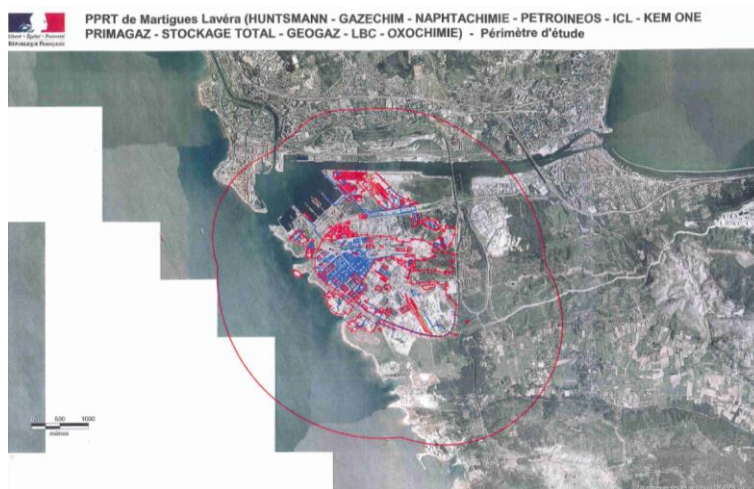


Figure 9 : Périmètre d'étude du PPRT de LAVERA

VI1.2.2. Plan de prévention du bruit

Sans objet

VI1.2.3. Plan de prévention des risques naturels

Par arrêté du 8 février 2010, le préfet des bouches du Rhône a approuvé un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque « retrait-gonflement des argiles » sur le territoire de la commune de Port-de-Bouc.

La cartographie associée à ce plan est présentée ci-dessous.

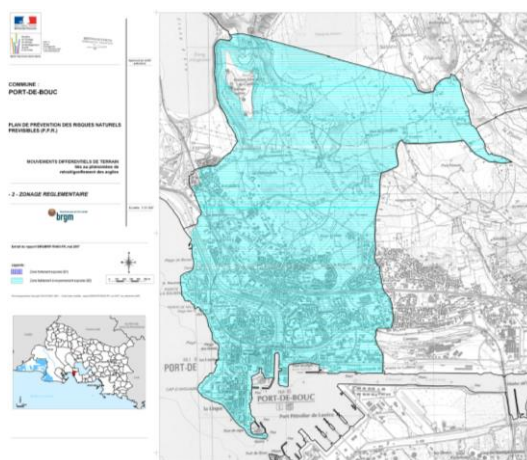


Figure 10 : Cartographie PPRN « retrait-gonflement des argiles » de Port-de-Bouc

L'établissement PIOMBO RECYCLAGE est positionné en zone bleue (zone faiblement à moyennement exposée).

VI1.3. Sites et sols pollués

Le site qui abrite l'établissement est recensé dans la base « basias » relative aux anciens sites industriels. Il référence la société PIOMBO FERS ET METAUX, précédente dénomination de PIOMBO RECYCLAGE. Le site n'est toutefois pas recensé dans la base des sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (ex BASOL).

VII. CARACTÉRISTIQUES DE L'IMPACT POTENTIEL DU POJET

VII1. Ressources

VII1.1. Prélèvement en eau

La réaffectation d'une partie du site à l'activité « VHU bateaux » (et autres moyens de transport non terrestre) se fera sans effet notable sur la consommation en eau. Cette activité ne nécessite en effet aucune consommation particulière de la ressource en eau.

VII1.2. Matériaux

L'établissement PIOMBO RECYCLAGE est entièrement aménagé. La création de l'activité « VHU bateaux » ne nécessite aucuns travaux.

VII2. Milieu naturel

L'établissement PIOMBO RECYCLAGE est entièrement aménagé et artificialisé. La création d'une surface dédiée à l'activité « VHU bateaux » (et autres moyens de transport non terrestre) se fera au détriment des autres activités de l'établissement. En conséquence, ce projet n'aura strictement aucune incidence sur la biodiversité existante (faune, flore, habitats, continuité écologiques).

Le projet se situe à environ 1,1 km de la zone « NATURA 2000 » la plus proche [Étangs entre Istres et Fos (FR9312015)]. L'activité « VHU bateaux » de PIOMBO RECYCLAGE ne peut en aucune façon présenter un impact sur cette zone.

Compte tenu de leur éloignement l'activité VHU ne peut pas d'avantage avoir une incidence sur les zones à sensibilité particulières décrites au §VI.1 ci-dessus.

VII3. Risques

VII3.1. Risques technologiques

A ce jour le site n'entre dans la zone d'effet d'aucun scénario accidentel associé aux activités voisines.

S'agissant de l'activité « VHU bateaux » (et autres moyens de transport non terrestre), celle-ci est source d'un risque incendie similaire à celui associé au stockage et au traitement du platinage de métaux présent dans l'établissement.

La protection de l'établissement contre l'incendie a été présentée dans le dossier déposé en septembre 2013 qui a conduit à l'adoption de l'arrêté préfectoral n°2013-460 PC du 8 janvier 2014.

La configuration alors retenue restera inchangée dans le cadre de la création des activités « VHU bateaux ».

VII3.2. Risques naturels

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles en vigueur sur le territoire de Port-de-Bouc est présenté au §VI.1.2. L'établissement se situe dans la zone faiblement à moyennement impactée (B2) du PPRN « retrait/gonflement des argiles ».

Les nouvelles constructions font l'objet de prescriptions. Il est rappelé que le projet ne nécessite aucun nouvel aménagement nécessitant permis de construire.

Le site n'entre dans le périmètre d'aucun autre plan de prévention.

VII3.3. Risque sanitaire

La dépollution et le démontage des VHU « bateaux » (et autres moyens de transport non terrestre) n'engendrent aucune émission chronique, dans l'air, dans l'eau ou le sol.

En conséquence le risque sanitaire engendré par le fonctionnement de l'établissement demeurera sans changement avec la mise en œuvre du projet.

VII4. Nuisances

VII4.1. Déplacements/trafics

Dans le cadre du fonctionnement actuel, le trafic associé aux apports en métaux est évalué à 30 entrées par jour.

L'évacuation des matières valorisées représentent environ 10 sorties par jour.

L'activité « VHU bateau » (et autres moyens de transport non terrestre) ne devrait pas représenter plus de 2% des apports.

Le trafic véhicule généré par l'établissement essentiellement associés aux petits apports ne devrait donc pas sensiblement évoluer avec la mise en œuvre du projet.

VII4.2. Bruit

Les émissions sonores de l'établissement sont actuellement réglementées par :

- ✓ Le chapitre 6.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-182A du 12 janvier 2009 ;
- ✓ L'article 38 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- ✓ L'article 25 de l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de

papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Avec la mise en œuvre du projet l'établissement sera également réglementé par l'article 22 de l'arrêté du 6 juin 2018 (relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

Cet arrêté n'apporte aucune exigence supplémentaire au regard de la situation actuelle.

Les textes susvisés stipulent que les bruits émis par les installations classées ne doivent pas être à l'origine, dans les **Zones à Émergence Réglementée**, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

Tableau 5 : Émergences réglementaires

Niveau de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés.	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement (bruit ambiant) et lorsqu'elle est à l'arrêt (bruit résiduel).

Il n'existe aucune zone à émergence réglementée à moins de 250 m de l'établissement.

La situation acoustique de PIOMBO RECYCLAGE devrait rester inchangée avec l'avènement du projet.

Une campagne de mesures réalisée conformément aux exigences du chapitre V de l'arrêté du 6 juin 2018 précité sera réalisée avant la fin de l'année.

VII4.3. Vibrations

L'activité « VHU bateaux » (et autres moyens de transport non terrestre) n'est la source d'aucune vibration particulière.

VII4.4. Émissions lumineuses

La mise en œuvre du projet sera sans aucun effet sur les émissions lumineuses de l'établissement.

VII5. Emissions

VII5.1. Rejets dans l'air

Seule la dépollution des circuits de réfrigération des véhicules peut être à l'origine d'émission atmosphérique de gaz à effet de serre. Ces gaz sont toutefois entièrement récupérés avec un outil dédié.

Pour ce faire PIOMBO RECYCLAGE dispose de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Le projet n'apportera aucun changement sur ce point.

VII5.2. Rejets liquides

L'établissement dispose d'un dispositif déboureur/séparateur d'hydrocarbures.

Lors des contrôles réalisés en 2021 et 2022, l'établissement respectait l'ensemble des VLE imposées par :

- ✓ L'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2009 ;
- ✓ L'article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012 (rubrique 2712-1) ;
- ✓ L'article 17 de l'arrêté du 6 juin 2018 (rubrique 2713-1).

Les rapports de contrôle sont joints en annexe.

Annexe 4 : Rapports d'analyse « eaux »

VII5.3. Autres effluents

Sans objet

VII5.4. Déchets

Pour mémoire, les déchets issus de l'activité de dépollution des VHU sont :

- Les huiles moteurs ;
- Les liquides de frein ;
- Les huiles hydrauliques ;
- Les liquides de refroidissement ;
- Les liquides lave-glace ;
- Les fluides frigorigènes ;
- Les filtres (à huile, à carburant) ;
- Les batteries ;
- Les pneumatiques ;
- Le verre.

Les modes de stockage et les filières de valorisation et d'élimination de ces déchets demeureront inchangées.

VII6. Patrimoine/cadre de vie/Population

Compte tenu de l'absence de site classé ou inscrit à proximité de l'établissement, le projet ne peut pas porter atteinte au patrimoine architectural et culturel.

En l'absence de travaux de terrassement, le projet ne peut porter atteinte au patrimoine archéologique.

Enfin le site est implanté en zone industrielle sans aucun enjeu paysager.

VIII. CONCLUSION

Le projet présenté à trait à l'extension de l'activité « véhicule hors d'usages » au sein d'un établissement existant dans la configuration suivante :

- ✓ Établissement implanté dans une zone industrielle totalement anthropisée hors de toutes zones naturelles protégées ;
- ✓ Essor très limité de l'extension VHU projetée (300 m² additionnels) au sein d'un établissement au périmètre inchangé ;
- ✓ Absence de travaux d'aménagement autres que la création des auvents de dépollution et stockage.

Au regard des critères de substantialité définis par la note du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement, il apparaît que les modifications projetées :

- ✓ ne font pas rentrer l'établissement dans le champ de la législation IED ;
- ✓ ne font pas rentrer l'établissement dans le champ SEVESO ;
- ✓ ne conduisent pas à impacter de nouvelles zones urbanisées ou urbanisables par des effets létaux ;
- ✓ ne conduisent au dépassement d'aucun seuil systématique de la nomenclature de l'évaluation environnementale annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement.

En outre le projet n'entre pas dans le champ des rubriques 2750, 2752, 2771, 2960, 2970, 3140 a), ou 3710 et n'entre pas dans le champ d'une rubrique sans seuil de la nomenclature.

Enfin il ressort de l'analyse des caractéristiques du projet que celui-ci n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. En effet les impacts du projet sont de même nature que ceux générés par les activités VHU existantes [le projet a essentiellement pour vocation de proposer aux clients tout l'éventail possible du traitement des VHU et non de conduire à une augmentation significative des quantités traitées (cette augmentation ne saurait excéder 5% des volumes traités)].

En conséquence, il semble que le projet puisse être dispensé de la réalisation d'une évaluation environnementale.

ANNEXE 1

Modélisation FLUMILOG

ANNEXE 2

Grille de récolement de l'arrêté du 6 juin 2018

ANNEXE 3

Proposition de calcul du montant des garanties financière

ANNEXE 4

Rapports d'analyse « eaux »